

En direct du 2^e Parlement jeunesse francophone de l'Ontario - 4 avril 2008

Un débat qui ne part pas en fumée

**Jennifer Galley et
Alexandra Vézina**

Les députées ont fait des débats convainquants lors de leur première session en chambre hier soir. Le jeudi 3 avril, à 16h30, les trois partis se sont rencontrés à Queens's Park pour négocier le premier projet de loi, Ontario Sans Fumée. Avant de commencer par contre, ils ont assisté à une cérémonie d'ouverture et à l'appointement du Président de chambre, Olivier Lacasse.

Suite aux annonces de plusieurs députés aux propos de leur circonscription



respective, la première lecture des trois projets de loi a eu lieu. Des informations aux sujets de l'amélioration et du progrès du gouvernement ont été annoncées par les ministres du parti au pouvoir. Juste avant la deuxième lecture du premier projet, la députée de Sacré Cœur a présenté une pétition qui demande que les écoles commencent plus tard, donc à 10 heures le matin. Le député de Hearst, Rémi Nolet, membre du parti PSO, dicte les implications et les points importants du projet de loi, qui a pour but de réduire l'usage de tabac chez les jeunes.

La période de débat est alors commencée et les députés sont libre de réclamer des amendements ou d'avancer les opinions et les points de vue de leur parti. Le parti PSO aimerait, à l'aide de ce projet, arrêter le tabagisme chez les ados qui ont moins de 19 ans.

En tout il y a eu 4 amendements proposés par le parti au pouvoir, dont chacun a été accepté par le parti PSO. Ces amendements comprennent des changements apportés aux articles 2.B et 2.C. Le whip du parti DOI, propose que le montant d'heure de bénévolat soit diminué de 100 à 50 heures, que la durée du programme d'anti-tabagisme soit de 4 semaines au lieu de 8, et que l'amende à payer soit de 150\$. Le député de Hearst accepte les changements apportés au projet par le parti au pouvoir, mais a refusé les amendements avancés par le parti officiel de l'opposition.

Le chef de l'opposition a voulu effectuer un changement à l'âge minimum imposé par le projet de loi. D'après lui, les jeunes de 16 ans et plus devraient pouvoir conserver le droit du choix personnel et leur liberté. « Les mineurs devraient-ils être traités de criminel? Les droits des jeunes ne devraient pas être brimés. Fumer n'est pas un crime. Il ne devrait pas avoir de discrimination entre les âges. » Plusieurs points ont été avancés par les députés de chaque parti, en plus de quelques accusations. Le député de Franco Cité reprocha au



gouvernement de « surprotéger » les jeunes, « Le gouvernement dépense déjà 67\$ par jeunes, le gouvernement ne devrait pas ajouter de fond, mais devrait investir dans d'autre domaine ».

Les répliques se sont faites vite, les députés du parti au pouvoir voulant se défendre. Le Premier ministre assure, « Ce n'est pas une question de surprotéger, mais de sauver leur vie, et celles de la province entière. Je ne sais pas d'où provient l'information de l'opposition, mais il n'est écrit nulle part que le gouvernement dépense 67\$ par jeunes. Le gouvernement n'a pas cette somme d'argent à dépenser », un commentaire qui a su provoquer l'opposition.

Loin d'être découragé, le député de Franco Cité questionne les partis DOI et PSO « Même si à 16 ans ils sont en pleine puberté on les laisse conduire avec beaucoup de personne sur les routes. Donc, ils ont le contrôle de toutes ces vies. Pourquoi ne pas les laisser contrôler leur propre vie? » La réponse de la ministre des services sociaux et communications fut la suivante, « Donc est-ce que les enfants de 5 ans auraient le droit de fumer ou de boire de l'alcool? »

Les femmes au milieu de la politique

Franceska Chartrand

Les femmes ont toujours été victimes de préjugés, et ce, dans tous les domaines. Dans celui de la politique, les femmes ont dû attendre jusqu'en 1921 pour pouvoir s'y impliquer au niveau fédéral. C'est Agnes Campbell Macphail qui fût la première femme à être élue, et ce, la première année où les femmes ont eu le droit de vote à ce niveau. En 1944, Mme Macphail est devenue la première femme députée au niveau provinciale. La même année, Margaret Rea Morrison Luckock a également été élue à l'assemblée législative de l'Ontario.

De nos jours, après tant d'années, seulement 28% des députés sont des femmes. Pour le parlement jeunesse, les jeunes représentant des ministres et qui sont des filles ont été questionnées quant à la position des femmes en politique ainsi que

de leurs impressions quant à ce que les femmes ont à apporter à l'Assemblée. Paola Barrot, ministre de l'éducation, trouve cool et fun que ça soient rendu égal parce qu'avant c'était vraiment

pas comme cela. Marilyn Tourangeau, quant à elle, a une opinion totalement inverse. "Les femmes ont encore des preuves à faire mais ont au moins acquéri le respect. Le domaine est encore sexiste. Les femmes ont une vision différente des choses et une façon différente d'arriver à leurs fins. Leurs manigances sont différentes, a dit la ministre des services sociaux et communautaires." Selon Arielle Kayabaga, ministre du développement du Nord et commerce, être dans la chambre donne le sentiment d'être importante pour le milieu. Ça apportera une relève de femmes, qui peuvent tout accomplir pour avoir l'égalité. Elles ont et elles sont des modèles pour le futur. De plus, elles peuvent défendre le pays d'une certaine façon. Haley Cousineau a une position très féministe: "C'est très important pour l'égalité. Comme les jeunes d'aujourd'hui sont plus impliqués dans la cause de l'égalité, la fin de semaine est très importante pour faire la promotion de l'égalité." Le dernier commentaire recueilli provient de Véronique Maggiore, ministre de la promotion de la santé. Il stipule que le nombre de femmes est à augmenter. "De plus, les perspectives des femmes sont vraiment différentes, ce qui apporte des points différents, car elles comprennent des choses différentes et tissent des liens différents avec le peuple. Par contre, comme être humain

capable de juger et de penser, les hommes et les femmes n'ont pas tant de différences."

Comme il est possible de le constater, les opinions sont très divergentes. Leur seul point commun est l'égalité. C'est un jour à espérer que tous seront égaux et que le passé soit oublié puisqu'il ne faut pas le cacher, ce sont les mentalités du passé qui affectent celles du présent et il sera difficile de faire sans elles.



Vox pop: Jusqu'où irais-tu pour sauver l'environnement?

Propos recueillis par Pénélope Boucher

Paola Barrot, É.S.P. De-La-Salle: Je n'écoute pas la télévision et comme que j'habite tout près d'un Loblaws, je marche pour aller faire l'épicerie.

Marilyn Tourangeau, É.S.C régionale de Hawkesbury: Si j'étais plus petite, je m'achèterais une Smart mais sinon, avec de l'argent, j'achèterais une voiture hybride. Je fais le plus souvent possible du covoiturage, le recyclage et je n'utilise jamais des sacs en plastique.

Arielle Kayabaga, É.S. Gabriel-Dumont: Je serais prête à moins voyager. Chez moi, je débranche ce que je peux et j'utilise toujours de sacs de tissus ou des boîtes de carton pour l'épicerie.

Hayley Cousineau É.S. Le Sommet: Quant je fais l'épicerie, j'utilise soit des boîtes de carton, soit des sacs de tissu. Et je ne mourrais pas si je voyagerais moins. Ça ne me dérangerait pas.

Philippe Carle-Turcotte, É.S. De-La-Salle: La situation du pétrole est très alarmante. Je sais que c'est une utopie de vivre qu'avec des

énergies vertes mais il faut trouver des alternatives. Taxer des compagnies irresponsables, arrêter l'exportation d'énergies et exploiter celles qui nous entourent: éolienne, solaire...

Samantha Baril, É.S.C. Casselman: Je recycle, et lorsque je reviendrai à mon école, je ferai des pressions avec un groupe de personnes auprès de mon école et ma communauté.

Élyse Shemilt, St-Charles Garnier : Je prends l'autobus de la ville et j'insiste beaucoup auprès des mes amies pour le recyclage et le composte.

Amélioration du domaine de la santé mentale

**Alexandra Vézina et
Franceska Chartrand**

Le 3 avril 2008 en soirée et le 4 avril en avant-midi aura lieu le débat sur un projet de loi du domaine de la santé et des soins de longue durée. Le projet vise à faire une campagne de sensibilisation à l'échelle provinciale au niveau de la santé mentale. Il souhaite la réinsertion des gens atteints de maladies mentales, l'élimination des préjugés et des tabous et l'ajout dans les cours d'un volet de santé mentale.

Ce sera Haley Cousineau qui présentera ce projet à la chambre. «Je

voudrais que le monde se sensibilise aux maladies mentales. Je souhaite éliminer la discrimination envers la santé mentale dans les écoles et les lieux de travail. Par exemple, offrir des cours de formation de trois heures dans les milieux de travail. Pour les écoles, éduquer les élèves sur les maladies mentales dans les cours d'éducation physique, d'anatomie, ...» Les maladies mentales touchent tout le monde puisque toutes les classes sociales, les groupes d'âge et sexes en sont affectés. Le principal facteur causant les maladies mentales est le stress. «Je pense que c'est un très bon projet

et personne ne pourra moralement s'y opposer», nous dit Mlle Cousineau. Ce qu'elle nous démontre, c'est qu'il faut non seulement sensibiliser les jeunes mais aussi le personnel des milieux de travail à propos de toutes sortes de maladies mentales. Elle souhaite également voir une réduction du niveau de stress dans les écoles et les milieux de travail. Pour conclure, l'Organisation Mondiale de la Santé prévoit que la maladie dépressive à elle seule constituera en 2020 la deuxième cause de maladie et d'incapacité après les maladies cardiovasculaires.

Résultats d'aujourd'hui, solution de demain

**Sarah Kingsley et Jennifer
Galley**

Lors d'une entrevue, la critique de l'environnement du parti politique PPE, Brittney Walker avance qu'ils sont en faveur du projet de loi du développement durable. Elle assure qu'ils ont beaucoup d'information sur les gaz à effet de serre, ce qui leur permet de mieux comprendre les avantages du deuxième projet de loi et qui renforce leur conception du réchauffement planétaire. Walker et

son parti encourage la conservation d'énergie, en plus de supporté l'utilisation d'appareille efficace en énergie. «C'est les industries qui se branche au ressource naturel et nous les vents a un prit élevé.» dit Walker comme explication pour la taxation de l'eau. Elle est certaine qu'en éliminant des emplois comme ceux des usines de charbon, qu'il y aura plusieurs chômeurs. Comme solution, Walker et le parti PPE proposent que tous les chômeurs, si le projet de loi passe,

auront un emploi dans le domaine de «l'énergie verte» qui les attendra. «Puisque c'est d'ici à cinq ans, ce n'est pas une grand inquiétude en ce moment.» Pour conclure Brittney Walker aimerais faire une différence dans le monde de l'environnement et du réchauffement planétaire. Il ne faut pas toujours poser des grands gestes, des petits changements peuvent faire un aussi gros impacte.

Chronique

**Nicolas Kaiser et Emmanuel
Martin**

Nous nous trouvons dans une situation précaire. En avant des trois partis se trouve un organisme non gouvernemental (ONG). Un groupe avec beaucoup d'idées géniales et avec le doigt sur le pouls des situations courantes. Donc pourquoi est-ce qu'ils passent presque inaperçus lorsque que leurs idées sont plus que valables? Il me semble qu'une alliance avec un ONG est une alliance que chaque parti devrait s'arracher.

L'inaction des politiciens me fait demander s'ils étaient même présents lors de la conférence de presse. Pourquoi

Un grand défi

est-ce que les députés n'utilisent pas le matériel et l'information que les ONG fournissent? C'est tout comme donner de l'argent a quelqu'un et que la personne le jette à la poubelle. Les ONG sont là, eux aussi, pour s'assurer que l'intérêt public soit respecté. Autrement, les parlementaires pourraient en faire à leur guise et penser seulement a ce que leur parti avance.

Si les partis utilisaient davantage l'information fournie par des ONG telle FLIP, il est fort possible que le débat en chambre ne se réduirait pas à la bonne manière d'attacher un bouton. Ne serait-il pas mal si nous nous trouvions dans une situation où les politiciens

se débattent sur des sujets importants et signifiants? Une alliance avec FLIP irait loin pour un parti minoritaire. Bref ça permettrait même à un parti majoritaire aussi d'en tirer profit.

Donc, pourquoi sommes-nous dans une situation où, une ONG a de la difficulté a retrouver un chef de parti? Selon nous, cela devrait être l'inverse. Ce sont les chefs de parti et les députés qui devraient aller vers l'ONG.

Nous lançons donc un défi aux députés. Faites un meilleur boulot que nos vrais députés : consultez, échangez et intégrez les ONG à vos débats réguliers, et ce sera pour le meilleur profit de la société en général.

Le devoir de tout le monde

**Pénélope Boucher
Sarah Kingsley**

Tout le monde a déjà entendu parler du réchauffement de la planète ; un sujet d'envergure qui fait partie des 3 projets de loi proposés par le PJFO. L'opposition officielle, le Parti du Peuple pour l'Égalité a mis au point un projet de loi touchant ce sujet. Car après tout, il est de notre devoir de protéger l'environnement afin de non seulement favoriser la santé et la sécurité de nos communautés mais aussi de créer une province où les industries subviennent à nos besoins tout en respectant l'environnement. Il faut apprendre de nos erreurs pour protéger notre futur.

Le parti du PPE comprend cet enjeu et plusieurs points de leur proposition reflètent cette idéologie. Ainsi, nous soutenons leur subvention pour de nouvelles énergies propres telles que l'hydroélectricité, l'énergie éolienne et l'énergie solaire. Ces énergies sont notre avenir, elles nous subviendront complètement à nos besoins. Ainsi,

non seulement notre environnement en bénéficiera mais aussi notre économie car cela représenterait une autosuffisance majeure pour notre province. L'eau, le vent et le soleil sont à notre portée, il suffit de les exploiter. Arrêtons d'importer du pétrole, une ressource définitivement *has been* qui ruine à la fois notre portefeuille et notre environnement.

L'opposition mise aussi sur le simple bon sens, faisant ce que plusieurs pensent tout bas. La surtaxe qu'il propose aux industries qui dépassent leur niveau de consommation sensibilisera, nous en sommes sûrs, ces industries puisqu'elles ne comprennent qu'avec la valeur de l'argent. Pour ce qui est l'obligation d'éteindre les lumières dans les édifices suite aux heures de fermeture, une grande différence s'en suivra. Baisser l'interrupteur est à la portée de tous et chacun et il ne faut pas oublier que c'est avec de petits gestes que nous faisons une différence. On a qu'à penser ici à *Earth Hour*, les répercussions étaient

flagrantes et parlaient d'elles-mêmes.

Cela dit, un des points de leur proposition mérite à être révisé. Ainsi donc, nous sommes en faveur du bannissement du charbon mais nous voulons savoir ce qu'advientra des futurs chômeurs. Ils sont des milliers à travailler avec cette matière, que se soit dans le secteur primaire, secondaire et tertiaire. Ils contribuent à notre économie et il ne faut pas leur démontrer de l'ingratitude en les mettant tout simplement au chômage.

Le projet de loi *Loi ontarienne sur le développement durable* mise beaucoup comme nous l'avons mentionné, sur le simple bon sens et sur le pouvoir de tous et chacun. L'article 2 du projet de loi nous permettra d'économiser non seulement de l'eau mais aussi de l'énergie. Cette énergie s'épuise rapidement et il nous faut trouver des alternatives. Nous sommes responsable de l'état actuel de notre planète mais il n'est jamais trop tard pour agir.

Courrier des lecteurs

Députés du Parlement Jeunesse Francophone de l'Ontario,

Au plaisir de travailler avec vous en cette deuxième journée du Parlement Jeunesse Francophone de l'Ontario! La FLIP souhaite vous annoncer notre position en face du projet de loi du parti DOI, « Sensibilisation à la santé mentale ». Nous avons annoncé hier à la conférence de presse que nous sommes en faveur de ce projet de loi. Nous trouvons que ce projet de loi est conforme avec nos trois valeurs soit l'égalité, le respect et la collaboration.

Les objectifs et le but de ce projet de loi sur la sensibilisation à la santé mentale sont intelligents et réalisables. En sensibilisant les jeunes adultes, les adolescents et les enfants aux troubles de la santé mentale, nous informons la génération de demain en vue d'un meilleur bien-être social. Nous

croyons que les stéréotypes sont source d'ignorance et c'est en informant la jeunesse ontarienne que les stéréotypes et les préjugés vont diminuer. C'est exactement ce que le parti DOI engendre de faire. Il est rafraichissant de constater qu'un parti tient à cœur le bien-être des Ontariens.

On souhaite féliciter le parti DOI sur l'amendement qu'ils ont apporté à leur projet de loi qui a comme objectif de favoriser les ateliers par et pour les élèves. Nous croyons que ceci sera extrêmement productif. Il est reconnu que l'influence des pairs et un dialogue plus ouvert entre eux inspirent une confiance et une entraide. Nous croyons que ceci aidera à réduire le taux des stéréotypes face aux problèmes de santé mentale chez les étudiants. D'ailleurs en 2004, les statistiques nous indiquaient qu'un élève sur dix

souffrait de problèmes liés à la santé mentale.

Chers parlementaires, nous vous invitons à voter OUI pour ce projet. Nous tenons à souligner que ce projet vise le bien-être des citoyens de vos circonscriptions respectives.

L'équipe de la FLIP

Vous avez quelque chose à dire? Exprimez-vous dans le Courrier des lecteurs du journal *Mémoire de demain*. Contactez l'équipe des médias au local Nipigon pour savoir comment vous y prendre. Nous avons hâte de vous lire!

On FLIP encore!

Elyse Shemilt

La conférence débute avec une annonce des valeurs de la Fédération des leaders pour l'intérêt public (FLIP) : le respect, l'égalité et la collaboration. Les représentants de Flip, Philip Carle-Turcotte et Vanessa Gagnon déclarent qu'ils sont contre le projet de loi *l'Ontario sans fumée*. Ils débutent en expliquant quelques points. « Le gouvernement fait du profit avec la vente du tabac. La plupart du prix du carton de cigarette est composé de taxes fédérales et provinciales. » Ils proposent qu'il y ait une transparence de la part du gouvernement sur la vente du tabac.

Par la suite, l'action commence. Ils expliquent pourquoi en disant que le programme de 8 semaines est trop « taxant » pour les jeunes. C'est un programme qui ne devrait pas être imposé sur les jeunes. « C'est un choix qui devrait être accentué »... « Les jeunes devraient être libre de faire leurs propres choix. »

Pour ce qui a trait au rayon de 200 mètres, ils proposent de mieux protéger et renforcer le 9 mètres qui est en place. Aussi, ils expliquent la folie de fumer 200 mètres d'un lieu public pour les jeunes tout en introduisant la propriété privée: « Dans les 200 mètres, il y a des maisons, alors cela indique que les propriétaires ne peuvent pas fumer dans leurs propre maison et/ou dans leurs cours ».

Ils sortent encore un autre point dans le projet de loi d'un Ontario sans fumée : ils veulent changer les conséquences pour les propriétaires des dépanneurs.

Ils proposent une loi de trois prises. Alors, lors de la troisième prise, les propriétaires perdraient leurs permis « à tout jamais ». Ils sont d'accord sur le fait d'enlever la « tentation » en barrant sous clef et en mettant hors de la vue les produits tabacs.

Plustard, en entrevue, plus d'information est sorti. Les deux représentants nous expliquent ce qu'ils vont faire si le projet de loi, entre en motion : « Ce n'est pas ce qu'on souhaite. Si cela ce produit, nous allons tenter encore une fois de parler au Parti solidarité Ontario (PSO) pour clarifier certains points ». Ils réviseront leurs positions et tenteront de mettre plus de pression pour l'arrêté. Attention PSO, vous recevrez de la visite aujourd'hui.

En demandant quels sont leurs intérêts, ils répondent : « Nous avons des tendances plus à gauche. Le bien de la communauté et les idées des citoyens » sont ce qu'ils protègent.

Une question se pose : « qu'est-ce que vous planifiez faire pour les personnes qui meurent du fumée secondaire et leurs familles si le projet en rejeté? » À cela, ils prennent une pause pour se consulter. « Nous ferons plus de lobbying, nous proposerons des modifications pour le projet. Nous réévaluerons le public potentiel et la municipalité ».

Voici quelques projets sur leur agenda aujourd'hui, le 4 avril : de rentrer en contact avec le PSO; mettre la pression sur les députés : promouvoir le projet de loi sur la santé mentale; et avancées sur le projet de lois sur le développement durable.